

# Les services publics face au bouclier fiscal

Mai 2010

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, 1<sup>er</sup> syndicat des agents des Impôts et du Trésor, s'adresse à vous pour rétablir la vérité sur les suppressions d'emplois et le bouclier fiscal.

## Réduction du nombre de fonctionnaires : quelles conséquences ?

Le gouvernement poursuit sa politique de réduction du nombre de fonctionnaires : 31 000 postes supprimés en 2010, 34 000 annoncés pour 2011... Derrière les chiffres et les déclarations politiques, dans la réalité, ce sont autant de jeunes qui ne sont pas embauchés alors que la crise et le chômage sévissent et de missions qui ne sont plus assurées au bénéfice de la collectivité et des citoyens (car on parle ici de postes d'infirmières, d'instituteurs, de policiers...).

Au sein de l'administration fiscale, ces suppressions sont encore plus importantes que dans le reste de la fonction publique : alors que le gouvernement prétend ne pas remplacer 1 départ à la retraite sur 2, dans l'administration fiscale, ce sont 2 départs à la retraite sur 3 qui ne sont pas remplacés. En 8 ans, notre administration a ainsi perdu 18 000 emplois !

Concrètement, cela veut dire moins d'agents et moins de temps pour renseigner les contribuables au guichet, moins d'agents pour combattre la fraude fiscale (50 milliards d'euros par an), moins d'agents pour aider les collectivités locales dans leur gestion...

## Les arguments budgétaires du gouvernement ne tiennent pas la route !

Le gouvernement prétend vouloir réduire la dépense publique, les déficits publics et la dette publique grâce à ces réductions de postes. Mais cet argument ne tient pas la route une seconde. La loi de finances pour 2010 prévoit ainsi que les 31 000 suppressions de postes permettront à l'Etat une économie budgétaire de 500 millions d'euros. Cela ne pèse pas lourd face aux 152 milliards d'euros de déficits prévus pour 2010.

La crise explique évidemment une part importante de ce déficit. Mais il n'y a pas qu'elle : les mesures fiscales de ces dernières années ont également provoqué un important manque à gagner, sans que cela ne relance l'activité économique pour autant... Il en va ainsi du bouclier fiscal (600 millions d'euros), de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (620 millions d'euros pour quelques milliers de contribuables), de la réduction des droits de succession (2,3 milliards d'euros), de l'accumulation de niches fiscales (dont le coût total est évalué par la Cour des comptes à 146 milliards d'euros !)...

Il y a mieux ; le gouvernement s'est vanté que la France ait mieux résisté à la crise

que les autres pays grâce aux services publics (qui, parce qu'ils sont gratuits ou peu chers, sont accessibles à tous) et à la protection sociale (et la redistribution sociale qu'elle assure : telle que l'indemnisation du chômage, les retraites, les remboursements de frais de santé...). Or, ce sont précisément les moyens des services publics et de la protection sociale que le gouvernement diminue encore et toujours sans tenir compte des enseignements de la crise.

### **Le saviez-vous ?**

- En 2009, le coût du bouclier fiscal représentait un manque à gagner de 585,55 millions d'euros pour le budget de l'Etat. 16 350 contribuables en ont profité.

- La moyenne du cadeau fiscal était de 35 814 euros par bénéficiaire.

### **Les plus riches ont été très bien servis :**

- Les 979 bénéficiaires imposables à la dernière tranche de l'ISF (avec un patrimoine supérieur à 16 millions d'euros) ont perçu chacun 376 134 euros en moyenne.